

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Education / Ecole de la République / Parents d'élèves

Qui sabote l'école de nos enfants ?

Alors que le ministre Luc Chatel parle de « tentatives de sabotage du dispositif d'évaluation, indignes de l'École de la République », la FCPE Paris soutient les actes de résistance des parents qui refusent la destruction de l'École Publique de nos enfants et qui s'indignent des nombreux coups qui lui ont été portés depuis une quinzaine d'années.

Mais pour quel projet ?

Qu'est-il prévu pour aider les enfants en grande difficulté scolaire?

Une aide personnalisée de 30 à 40 minutes sur la pause du midi d'une journée déjà longue de 6 heures.

Tous les adultes qui ont suivi des formations, de 7 heures par jour en général, soit seulement une heure de plus que la journée scolaire des enfants, mesurent l'effort et la concentration nécessaire. Rallonger la durée de la journée scolaire d'un enfant en difficulté et prétendre que l'aide personnalisée remplacerait le travail des Rased (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté), c'est mépriser les compétences des enseignants spécialisés et signer l'abandon des enfants en difficulté.

Qu'est-il prévu pour intégrer les enfants en situation de handicap dans les établissements scolaires?

Qu'ils soient accompagnés par des auxiliaires sans statut, sous contrat précaire d'un maximum de trois ans... quand les postes sont créés en nombre suffisant.

Les auxiliaires sont donc renvoyés des établissements scolaires quand, enfin, elles ou ils, ont acquis une première expérience et ont tissé des liens avec l'équipe pédagogique et l'enfant qu'ils accompagnent. Tout ceci dans le plus grand mépris, et au détriment, des auxiliaires, des enseignants, des enfants et de leur famille.

Qu'est-il prévu pour améliorer la vie scolaire dans les collèges et y réduire tensions et violence?

Diviser par deux (constat fait sur les 6 dernières années) le nombre de surveillants présents dans les collèges et les lycées.

Qu'est-il prévu pour augmenter le taux d'encadrement, bien inférieur en France dans les écoles primaires à celui des autres pays européens ou de l'OCDE?

De le diminuer !

Encore des suppressions massives de postes qui ne pourront être réalisées qu'en augmentant encore le nombre d'enfants par classe !

Et l'académie de Paris annonce que toute ouverture de classe devra être compensée par une fermeture et voudrait donc nous imposer de jouer les écoles les unes contre les autres.

Qu'est-il prévu pour une vraie formation pédagogique des enseignants ?

Une formation centrée sur la discipline qui sera enseignée, sans formation pédagogique, sans vrai tutorat, avec un abandon de tout cadrage national, accroissant ainsi les inégalités entre académies et établissements.

Qu'est-il prévu pour réduire le nombre de cours non assurés ?

La suppression des postes d'enseignants remplaçants et l'appel à des vacataires sans formation, recrutés par pôle emploi ou ... des étudiants qui feront officiellement des stages.

La FCPE Paris réclame l'arrêt de cette politique aux conséquences dramatiques et exige du gouvernement, et des autres formations politiques, qu'ils proposent à notre pays un projet ambitieux et cohérent pour notre école.

Nous refusons ce énième budget de pénurie et nous appelons tous les citoyens, tous les élus, à rejoindre les 25 organisations du collectif « Une école, un avenir » pour manifester ensemble notre colère, notre indignation : Manifestation régionale Samedi 22 janvier, 14H30 au Luxembourg

« L'éducation n'est pas une charge à réduire, mais un investissement pour l'avenir »

Paris le 20 janvier 2011

Dominique Dupuis, présidente

CONTACT PRESSE : Laure Aourir - 06 20 85 92 90 laure.aourir@fcpe75.org

Communiqués en ligne sur : http://www.fcpe75.org/n_rpresse.htm